

LA MONTAGNE VIVRA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

18 rue Thibault Chabrand
95240 CORMEILLES EN PARISIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

LA MONTAGNE VIVRA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association LA MONTAGNE VIVRA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LA MONTAGNE VIVRA**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy le 20 juin 2024

Le commissaire aux comptes
EXPONENS Conseil & Expertise

Stéphane CUZIN
Associé

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	11 895	11 538	357	992
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	409 288	296 144	113 143	109 717
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	158 122	148 791	9 331	9 723
	Autres immobilisations corporelles	149 615	115 145	34 470	52 488
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 074		4 074	4 074
TOTAL (I)		732 994	571 619	161 376	176 995
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				9 860
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	431		431	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	178 433		178 433	427 337
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	4 076		4 076	54 043
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	589 470		589 470	470 372
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	8 572		8 572	14 054
	TOTAL (II)	780 982		780 982	975 665
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 513 976	571 619	942 357	1 152 661
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				4 074	4 074
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	308 344	308 344
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	72 616	50 000
	Report à nouveau	115 613	127 687
	Résultat de l'exercice	(65 680)	(43 289)
	Total des fonds propres	430 892	442 742
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports	9 740	9 740
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	(18 018)	35 813
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	45 880	55 842
	Provisions réglementées	95 900	95 900
	Total des autres fonds associatifs	133 502	197 295
Total des fonds associatifs		564 394	640 037
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	26 217	32 561
Total des provisions		26 217	32 561
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	104 520	120 933
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
Total des fonds dédiés		104 520	120 933
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 383	74 757
	Dettes fiscales et sociales	171 028	276 555
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	14 816	7 818
	Produits constatés d'avance		
Total des dettes		247 227	359 130
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		942 357	1 152 661
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(65 680,47)	(43 289,33)
(1) Dont à moins d'un an		247 227	359 130
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Etats financiers au 31/12/2023**Compte
de
Résultat**

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	13 820	5 465
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	(9 860)	9 860
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		11 303
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 577 330	1 803 931
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 575	40 809
	Utilisations des fonds dédiés	16 413	8 000
	Autres produits	32 022	51 558
Total des produits d'exploitation		1 659 301	1 930 926
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	517 804	555 295
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	94 679	110 195
	Salaires et traitements	760 148	897 818
	Charges sociales	302 093	374 421
	Dotation aux amortissements et dépréciations	41 062	41 544
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	8 360	6 842
Total des charges d'exploitation		1 724 147	1 986 115
RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 846)	(55 189)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 846)	(55 189)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 463	1 208
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 463	1 208
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		2 463	1 208
RESULTAT COURANT avant impôts		(62 382)	(53 982)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 836	
	Sur opérations en capital	13 463	10 763
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 344	
	Total des produits exceptionnels	36 643	10 763
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	38 923	25
	Sur opérations en capital	1 018	46
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	39 941	71
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 298)	10 692
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 698 408	1 942 897
TOTAL DES CHARGES		1 764 088	1 986 186
EXCEDENT ou DEFICIT		(65 680)	(43 289)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2023**ANNEXE**

Règles et Méthodes Comptables

FAITS CARACTERISTIQUES

Le bilan de l'exercice présente un total de **942 357 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 698 408 euros** et un total **charges** de **1 764 088 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-65 680 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12 mois**.

Caractéristique de l'association :

L'association La montagne vivra dans l'article 1 de ses statuts se propose de mettre en oeuvre des outils spécifiques favorisant l'insertion sur le territoire des personnes en difficulté.

L'association anime des activités :

- d'accompagnement social dans le cadre de la protection de l'enfance
 - Service d'Accueil d'Urgence qui héberge des jeunes confiés par l'Aide Sociale à l'Enfance et les Tribunaux de 11 à 21 ans et qui se doit d'évaluer la situation du jeune et faire des propositions d'orientation dans un délai de 2 mois.
 - Le Dispositif Interactif de Remobilisation, accueil de jour pour des jeunes de 10 à 15 ans fâchés avec l'école et qui pendant 2 mois de date à date sont accueillis dans la structure pour pouvoir revenir dans leur scolarité habituelle.
- d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre d'un organisme de formation
 - L'Espace qui travaille avec des jeunes de 16 à 25 ans en multi-difficultés mettant en place des actions individuelles pour avancer sur les questions de santé, de papiers que des actions collectives préparant à l'emploi ou la formation : Table Ouverte, Boutique...
 - L'Atelier de Pédagogie Personnalisée, un lieu de formation à la carte dès 16 ans pour des demandeurs d'emploi, des salariés pour apprendre le français, se préparer à un concours, découvrir ou se perfectionner en bureautique, obtenir la certification CLÉA.

Les comptes annuels de l'Association résultent de l'agrégation :

- du siège de l'association ;
- des établissements en gestion conventionnée :
 - . Le Service d'Accueil d'Urgence (SAU)
 - . Le Dispositif Interactif de Remobilisation (DIR)

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'action Sociale et des Familles ; ils sont sous la tutelle du Conseil Départemental du Val d'Oise.

- des établissements en gestion non conventionnée :
 - . L'Atelier de Pédagogie Personnalisée (APP)
 - . L'Espace

Les opérations inter-établissements sont éliminées, tant au niveau du compte de résultat que du bilan.

A noter que l'association ne perçoit plus de subvention de la Région Ile de France pour l'Espace.

Règles et Méthodes Comptables

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général (ANC 2014-03), du règlement ANC 2018-06 relatif aux entités de droit privé à but non lucratif et de l'avis CNC n°2007-05 et des dispositions de l'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés.

Les conventions qui suivent ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Par-delà les informations devant obligatoirement figurer dans l'annexe, seules les informations jugées significatives y sont mentionnées. Les montants sont exprimés en euros.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage des biens.

- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels : 3 à 5 ans
- Constructions : 15 à 50 ans
- Aménagements des constructions : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages : 4 à 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 8 ans
- Mobilier, matériels de bureaux et matériels informatiques : 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une

Règles et Méthodes Comptables

dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, fait l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement obtenues sous conditions résolutoires sont enregistrées dès la signature de l'accord.

Les subventions obtenues sous condition suspensives, sont comptabilisées lors de la levée des conditions.

Les subventions d'investissement affectés à des biens dont le renouvellement incombe à l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise en fonction des clauses de la convention d'octroi de la subvention.

Les subventions finançant des investissements non renouvelables par l'association sont amortissables et reprises en résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions qui ne répondent pas à la définition du plan comptable, et ne sont constituées qu'en vertu de dispositions réglementaires spécifiques.

Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement

Les établissements ont pu recevoir des fonds mis durablement à leur disposition par les financeurs en vue de renforcer la couverture de leur besoin en fonds de roulement. Ces provisions sont constituées par dotation aux provisions inscrites en charges exceptionnelles.

Leur reprise s'effectue obligatoirement par le compte de résultat et doit, en principe, générer un résultat administratif excédentaire qui sera affecté à l'investissement.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés figurant au passif correspondent à la clôture de l'exercice à la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris initialement.

Règles et Méthodes Comptables

Les fonds reçus sont comptabilisés en totalité dans les comptes de produits selon leur nature (subventions d'exploitation non pérennes, ...). A la clôture l'engagement d'emploi du solde du financement non encore employé conformément à son objet est inscrit en charges en « Engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif sous la rubrique « Fonds dédiés ».

Les fonds dédiés sont repris en produits en « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs » au fur et à mesure de l'emploi des fonds.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Autres informations

Engagements de retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à 172.763 € charges comprises pour les salariés de l'association.

Une provision de 26 218 € figure dans les comptes présentés.

Pour les salariés relevant de la gestion conventionnée, la collectivité territoriale paiera le moment venu.

Rémunération des dirigeants des associations (loi n°2006-586)

En 2023, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles (salaires, primes et avantages en nature inclus), tel que défini à l'article 20 de la loi n°2006-586, ne peut être mentionné. En effet, le montant à indiquer conduirait à donner une rémunération individuelle.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes est de 7.344,80 € TTC.

Effectif au 31/12/2023

L'effectif, en nombre de salariés au 31 décembre 2023 est de 30 personnes représentant 25,39 équivalents temps pleins répartis en :

- Cadres et intermédiaires : 4 personnes
- Non cadres : 26 personnes

Règles et Méthodes Comptables

Bénévolat

L'association n'a pas eu recours au bénévolat en 2023.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	308 344			308 344
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	50 000	22 616		72 616
Report à nouveau	127 687	88 537	100 572	115 653
Résultat de l'exercice	(43 289)	43 289	65 680	(65 680)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports	9 740			9 740
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	35 813	51 714	105 544	(18 018)
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	55 842		9 963	45 880
Provisions réglementées	95 900			95 900
TOTAL	640 037	206 156	281 760	564 434

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Fonds dédiés				
SAU	19 817			19 817
US	101 116	16 413		84 703
TOTAL	120 933	16 413		104 520

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice $D = A - B + C$
Dons manuels				
NEANT				
Total				
Legs et donations				
NEANT				
Total				
TOTAL				

	31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT COMPTABLE	(65 680)	(43 289)
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	(65 680)	(43 289)
Dont résultat effectif sous gestion propre	(62 302)	(31 964)
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	(3 378)	(11 325)

[illegible]

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Virement p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	11 895					11 895
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 895					11 895
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	385 255		23 433			409 288
	Instal technique, matériel outillage industriels	155 094		3 028			158 122
	Instal , agencement, aménagement divers	35 482					35 482
	Matériel de transport	113 092				11 142	101 950
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 741					11 741
	Emballages récupérables et divers	442					442
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	701 707		26 461		11 142	717 025	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 074					4 074
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 074					4 074
TOTAL		717 676		26 461		11 142	732 994

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	10 903	636		11 538
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 903	636		11 538
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	276 138	20 006		296 144
	Instal technique, matériel outillage industriels	145 371	3 420		148 791
	Autres instal., agencement, aménagement divers	23 082	1 443		24 525
	Matériel de transport	75 611	13 514	10 124	79 001
	Matériel de bureau, mobilier	9 134	2 043		11 177
	Emballages récupérables et divers	442			442
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	529 778	40 427	10 124	560 080	
TOTAL		540 681	41 062	10 124	571 619

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	95 900			95 900
	PROVISIONS REGLEMEENTES	95 900			95 900
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	6 344		6 344	
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	26 217			26 217
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	32 561		6 344	26 217
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	128 461		6 344	122 117
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				6 344	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 074	4 074	
	Clients douteux ou litigieux	7 153	7 153	
	Autres créances clients	171 280	171 280	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	4 076	4 076	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	8 572	8 572	
TOTAL DES CREANCES		195 155	195 155	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	61 383	61 383		
	Personnel et comptes rattachés	64 492	64 492		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	86 457	86 457		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	20 080	20 080		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	14 816	14 816		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		247 227	247 227		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		115 105
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		27 748
<i>FOURNISSEURS - FNP</i>	<i>27 748</i>	
Dettes fiscales et sociales		87 357
<i>DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A</i>	<i>56 398</i>	
<i>CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER</i>	<i>26 279</i>	
<i>DETTES SOCIALES</i>	<i>2 680</i>	

Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		3 483
Autres créances clients		3 483
<i>USAGERS - FACT. A ETABLIR</i>	<i>3 483</i>	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			8 572
Licence	01/01/2024 - 14/09/2024	4 440	
Location Grenke	01/01/2024 - 31/03/2024	2 290	
Assurance	01/01/2024 - 31/12/2024	1 843	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			8 572